

**Rexel S.A.**

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières  
donnant accès au capital de la société réservée aux  
adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**

**Assemblée Générale du 25 juin 2020 - résolution  
n° 20**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**

**Assemblée Générale du 25 juin 2020 - résolution n° 20**

**Rexel S.A.**  
13, boulevard du Fort de Vaux  
CS 60002  
75838 Paris Cedex 17

Aux actionnaires de la société Rexel S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou groupe établi en commun par la Société et les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées, pour un montant maximum de 2% du capital de la société, apprécié au jour de l'utilisation de la présente autorisation, étant précisé que :

- ce montant y compris celui issu des émissions réalisées en application de la 20<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la 21<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée générale) ne pourra excéder ce plafond,
- ce montant s'imputerait sur le plafond global fixé à la 15<sup>ème</sup> résolution approuvée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 23 mai 2019,

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Amélie Wattel

Pierre Clavié

Valérie Besson

Jean-Marc Discours